

ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Zoom territorial

Bassin d'emploi de Brest 1er trimestre 2026

Sommaire

1 SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL P 2

2 LE TAUX DE CHÔMAGE P 3

3 LA DEMANDE D'EMPLOI P 4-8

- Principales évolutions
- Profil de la catégorie A
- Profil des catégories A, B, C
- Les flux d'entrées et de sorties
- Formation (entrées, accès à l'emploi)

4 L'INDEMNISATION P 9

5 LES OFFRES D'EMPLOI P 10-11

- Offres d'emploi diffusées
- Les métiers en tension

6 LE MARCHÉ DE L'EMPLOI P 12-16

- Les embauches (DPAE)
- L'accès à l'emploi
- L'emploi salarié (volumes, évolutions)
- L'intérim

ANNEXES P 17-22

L'ESSENTIEL

Chômage	T4 2025
Taux de chômage (zone d'emploi)	6,7%

	T1 2026	évol. annuelle (T1 2026 // T1 2025)
Demandeurs d'emploi en fin de mois		
DEFM catégorie A	12 479	+0,8%
DEFM catégories ABC	23 705	+3,1%
- dont DELD*	10 738	+14,2%

	T1 2026	évol. annuelle (T1 2026 // T1 2025)	évol. annuelle du cumul sur 12 mois glissants
Flux (moyenne des 3 mois du trimestre)			
Entrées sur les listes du chômage	2 432	+58,5%	+38,4%
Sorties des listes du chômage	3 852	+65,7%	+44,1%
Offres diffusées (France Travail + partenaires)*	4 135	-2,1%	-7,8%

*offres de mars 2026 uniquement

	juin.2025	évol. annuelle
Indemnisation		
Bénéficiaires d'allocation en fin de mois	10 273	+1,8%

Marché de l'emploi	Nombre	évol. sur 1 an	évol. sur 5 ans
Etablissements (fin 2024)	7 711		
Salariés (fin 2024)	89 895	+1,0%	+10,7%
Intérimaires (Finistère-4ème trimestre 2025)	8 897	-5,1%	

← Essentiellement dû à l'entrée en vigueur de la loi Plein emploi au 1^{er} janvier 2025 (voir en pages suivantes).

Service Statistiques, Études et Évaluations



+ 99

C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) supplémentaires depuis un an sur le territoire.

AVERTISSEMENTS

AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

Pour tenir compte de ces évolutions, conformément aux recommandations d'un groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

Pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail durant la période de transition entre 2025 et 2027, des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont également mis à disposition.

Enfin, conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, certains publics inscrits administrativement sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques sans pouvoir être comptabilisés en fin de mois au sein de ces catégories.

Depuis janvier 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions.

- Les règles d'actualisation ont été modifiées : Entre janvier 2025 et mars 2025, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables s'inscrivant à FT, n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Depuis avril 2025, l'actualisation automatique pour les inscrits non indemnisables n'ayant pas signé leur contrat d'engagement concerne uniquement les premières inscriptions à FT.
- Le régime de sanctions évolue avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail.

En janvier 2026, une meilleure identification des orientations en parcours conduit à réduire fortement le nombre d'inscrits en catégorie G (inscrits en attente d'orientation), principalement vers la catégorie F (parcours social). Cette évolution a également permis de mieux identifier rétrospectivement depuis janvier 2025 l'orientation de certains jeunes vers un accompagnement par les missions locales.

En février 2026, intégration de données d'orientation de Conseils Départementaux anciennes (avant 2025) dans le SI de France Travail. Les CD (Conseils Départementaux) disposent dans leur SI de données assimilables aux parcours (PSO (Parcours Social) / PED (Parcours Emploi Direct) / PSP (Parcours Socio-Professionnel)). Pour les départements qui le souhaitent les données sur ces parcours remontent dans le SI France Travail lorsque l'organisme référent (FT/CD/etc) est le même que celui affecté dans le SI FT. Ces remontées, viennent impacter les catégories F (parcours PSO) et les catégories G (mises en parcours PSO/PED/PSP) et, par ricochet les autres catégories.

AVERTISSEMENT SUR LES FLUX :

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour motif indéterminé sont nettement rehaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence. Conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, certains publics inscrits administrativement qui réalisent des défauts d'actualisation sont identifiés dans le motif défaut d'actualisation hybride (motif composant le motif plus large de défaut d'actualisation). Ils ne peuvent pas être comptabilisés en fin de mois au sein des catégories statistiques et sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties de ces catégories. Au sein de cette publication, ces individus sont identifiés sous le motif : Autres motifs.

AVERTISSEMENT OFFRES DIFUSEES :

Les données ont été révisées à la hausse en raison d'une correction sur le nombre d'offres transmises par les partenaires. La correction conduit à relever le nombre d'offres diffusées de +5,8% sur le 1^{er} trimestre 2026. La correction est de +5,1% sur le cumul des 12 derniers mois.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU 1ER TRIMESTRE 2026 EN BRETAGNE

Au 1^{er} trimestre 2026 en Bretagne, le nombre de demandeurs **d'emploi n'ayant** exercé aucune activité (catégorie A) **s'établit** en moyenne à 127 990. Ce nombre est en baisse de -0,9% sur un trimestre (à titre de comparaison, en France métropolitaine : -1,2% par rapport au 4^{ème} trimestre 2025). Sur un an, par rapport au 1^{er} trimestre 2025, le nombre **d'inscrits** en catégorie A continue de diminuer dans la région : -1,8% (au niveau national : -2,8%).

Le nombre de demandeurs **d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C) augmente de +1,1% sur un trimestre et affiche une hausse de +4,1% sur un an.

Au total, la demande **d'emploi** globale (catégories A, B ou C) est stable au 1^{er} trimestre 2026 en Bretagne par rapport au trimestre précédent (France métropolitaine : -0,3%). Elle atteint, en moyenne sur le trimestre, 260 290 personnes. Sur un an, ce nombre augmente de +1,1% (+0,1% au niveau national).

Baisse trimestrielle des inscrits chez les jeunes dans toutes les tranches **d'âge** et des chômeurs de longue durée

Au 1^{er} trimestre 2026, le niveau de la demande **d'emploi** (catégories A, B et C) diminue chez les jeunes (-0,6%), est stable chez les 25-49 ans (+0,2%) et les 50 ans et plus (+0,0%). Sur un an, la baisse chez les jeunes est de -1,2%. Elle augmente pour les 25-49 ans avec +1,4% et pour les 50 ans et plus avec +1,5%.

Le nombre de demandeurs **d'emploi** inscrits depuis un an ou plus augmente ce trimestre (+1,4%) et reste en hausse sur un an (+7,5%). La part des demandeurs **d'emploi** de longue durée, représentant désormais 45,7% des inscrits de catégories ABC, a progressé de +0,6 point sur le trimestre et de +2,7 points en un an.

Les évolutions des inscrits à France Travail sont dues principalement à **l'application** de la Loi Plein emploi à compter du 1^{er} janvier 2025, aux changements de règles **d'actualisation** en avril 2025, et depuis juin 2025 à **l'entrée** en vigueur du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations.

→ *Hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en CEJ, AII, Pacea, il est estimé qu'en l'absence du décret sur les sanctions, le nombre d'inscrits au 1^{er} trimestre 2026 aurait diminué de -0,8% pour les catégories ABC et de -2,0% pour la catégorie A. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.*

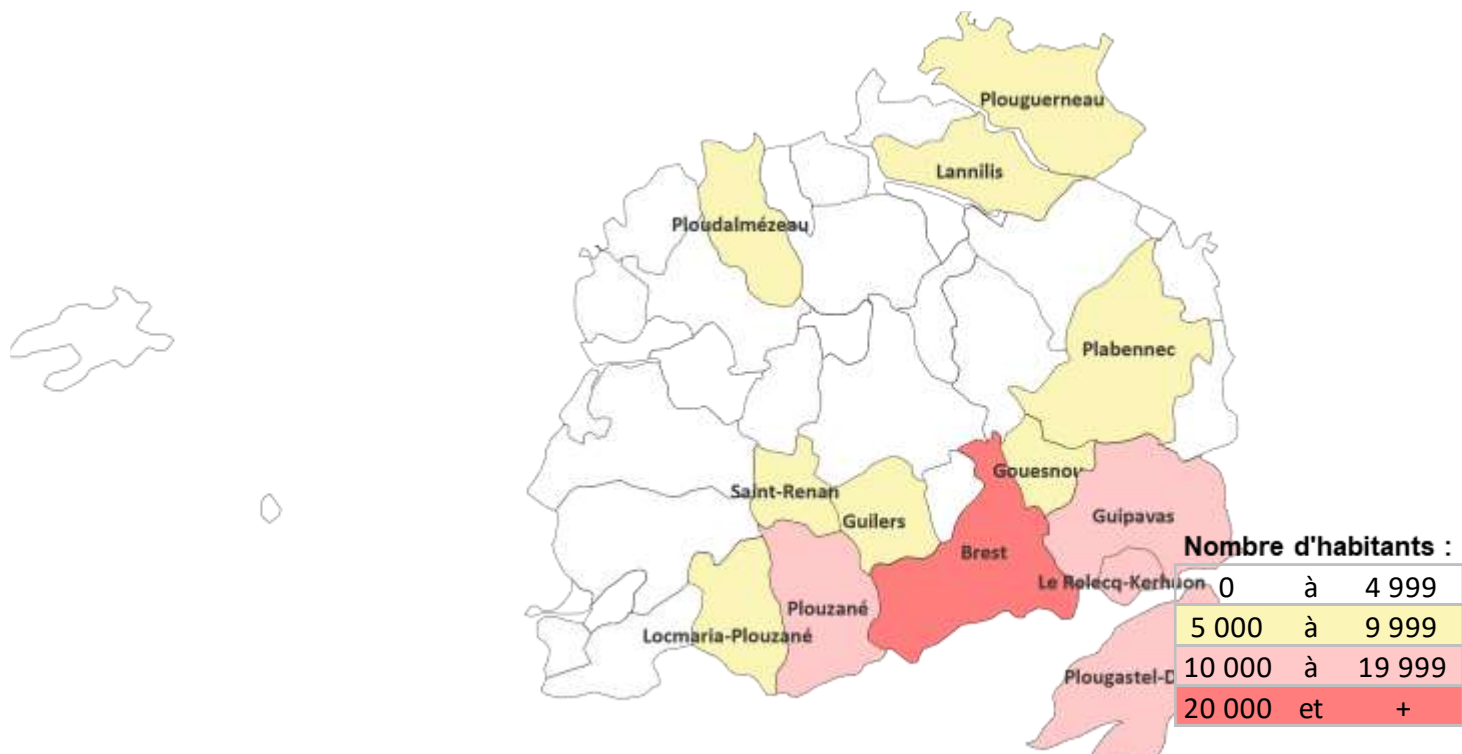
En parallèle, dans les nouvelles catégories instaurées par la Loi Plein emploi, les demandeurs d'emploi en catégorie F (parcours social) sont au nombre de 17 075 (10 343 au 4^{ème} trimestre 2025). Ceux en catégorie G (en attente d'orientation) sont 18 858 (26 713 au 4^{ème} trimestre 2025).

Début 2026, une meilleure identification des orientations en parcours conduit à réduire fortement le nombre d'inscrits en catégorie G (inscrits en attente d'orientation), principalement vers la catégorie F (parcours social). En février 2026, l'intégration de données d'orientation des Conseils Départementaux anciennes (avant 2025) dans le SI de France Travail impacte les catégories F et les catégories G.

TERRITOIRE D'ÉTUDE DU PRÉSENT DOCUMENT

Le territoire s'étend sur 41 communes et compte 310 208 habitants.

CARTE 1 : DÉCOUPAGE DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR BASSIN D'EMPLOI ET COMMUNES

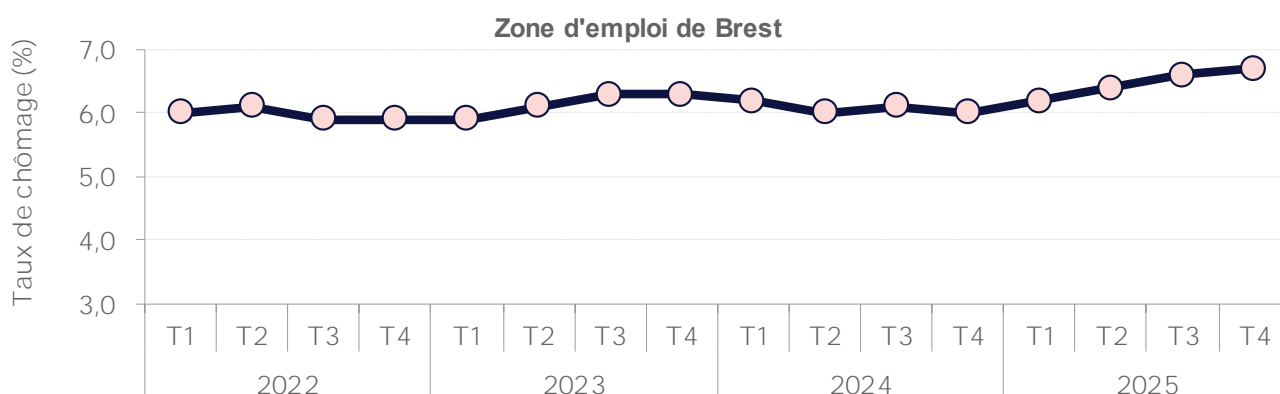


LE TAUX DE CHÔMAGE

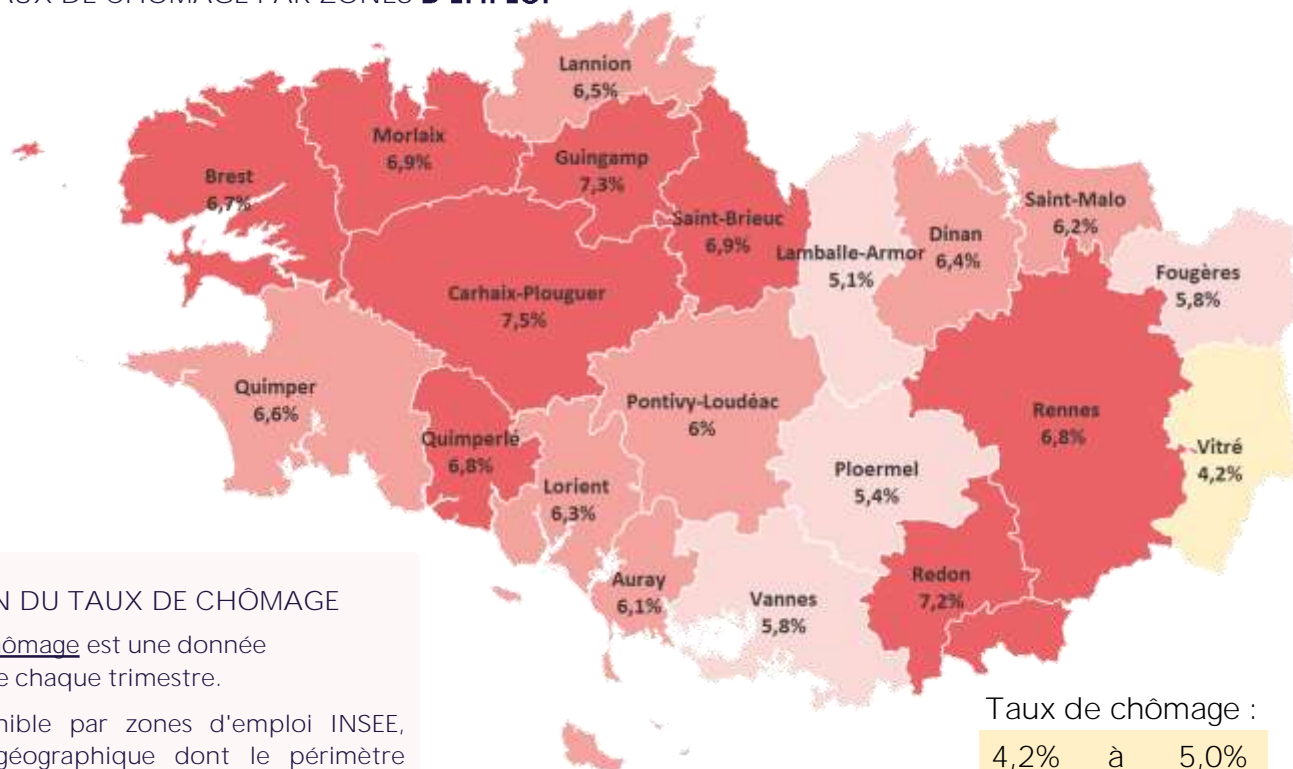
TABLEAU 1 : COMPARAISON DES TAUX DE CHÔMAGE DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ÉCHELLE NATIONALE

4ème trimestre 2025	Taux de chômage (en %)	Evolution sur 1 trim. (en points)	Evolution sur 1 an (en points)
Zone d'emploi de Brest	6,7%	+0,1	+0,7
Côtes-d'Armor	6,4%	+0,1	+0,3
Finistère	6,7%	+0,1	+0,7
Ille-et-Vilaine	6,4%	+0,1	+0,6
Morbihan	6,0%	+0,0	+0,3
Bretagne	6,4%	+0,1	+0,5
France Métropolitaine	7,7%	+0,2	+0,6

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU TAUX DE CHÔMAGE LOCAL



CARTE 2 : TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONES D'EMPLOI



ENCADRÉ 1

DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre.

Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des Zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par France Travail).

Le dénominateur du taux, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

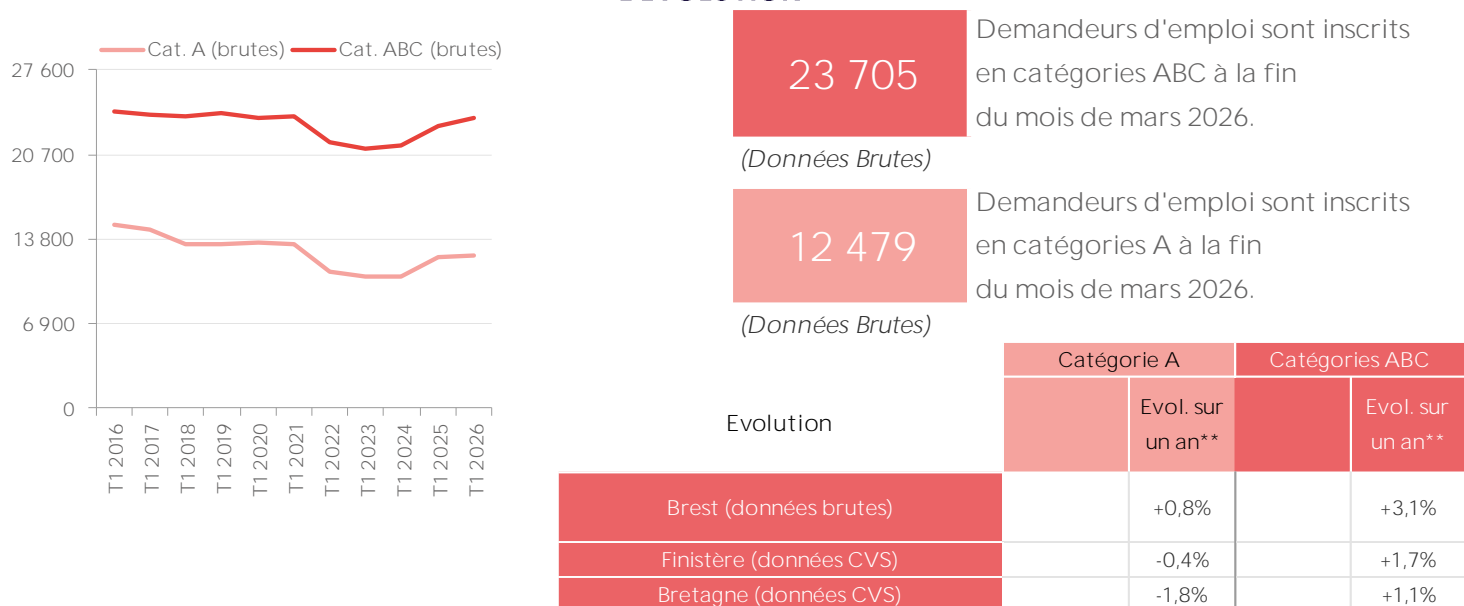
Taux de chômage :

4,2%	à	5,0%
5,0%	à	5,9%
5,9%	à	6,7%
6,7%	à	7,5%

Source : INSEE. Réalisation : Service Statistiques France Travail Bretagne

LA DEMANDE D'EMPLOI : PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

GRAPHIQUE 2 : COMPARAISON HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DES DEFM A ET ABC



* Pour les données brutes : évol. du volume brut entre fin mars 2026 et fin mars 2025.

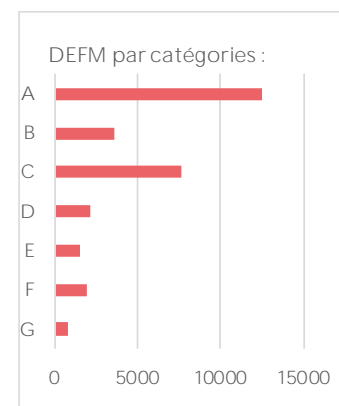
** Pour les données CVS : évol. de la moyenne mensuelle entre janvier 2026 et mars 2026, par rapport à la moyenne mensuelle entre janvier 2025 et mars 2025.

TABLEAU 3 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE, ÂGE ET DURÉE D'INSCRIPTION AU CHÔMAGE

Données brutes	Cat. A	part %	Evol. annuelle	Cat. ABC	part %	Evol. annuelle
Hommes	6 632	53,1%	+2,9%	11 488	48%	+4,2%
Femmes	5 847	46,9%	-1,5%	12 217	52%	+2,0%
- 25 ans	2 261	18%	-1,0%	3 742	16%	+1,7%
25-49 ans	7 437	60%	+1,1%	14 461	61%	+3,8%
50 ans et +	2 781	22%	+1,5%	5 502	23%	+2,3%
DELD*	2 556	20%	+10,2%	10 738	45,3%	+14,2%
Total	12 479	-	+0,8%	23 705	-	+3,1%

TABLEAU 4 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATÉGORIES

Données brutes	Catégorie de demandeur d'emploi	Nombre de DEFM	Evol. annuelle	Poids / ABCDE
catégorie A	Sans aucune activité au cours du mois	12 479	+0,8%	46%
catégorie B	Activité réduite courte (<78h dans le mois)	3 572	+9,3%	13%
catégorie C	Activité réduite longue (≥78h dans le mois)	7 654	+4,2%	28%
catégorie D	En stage, formation, maternité, maladie, ...	2 084	-6,6%	8%
catégorie E	Créateurs d'entreprise, contrats aidés	1 498	-3,7%	5%
	Total ABC	23 705	+3,1%	
	Total ABCDE	27 287	+1,7%	
catégorie F (brut)	En parcours à vocation d'insertion sociale	1 872	+384%	
catégorie G (brut)	Bénéficiaires RSA en attente d'orientation	756	-67%	



Une définition plus complète des catégories de demandeurs d'emploi est disponible dans le glossaire en annexe 4.

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DE LA CATÉGORIE A

GRAPHIQUE 3 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

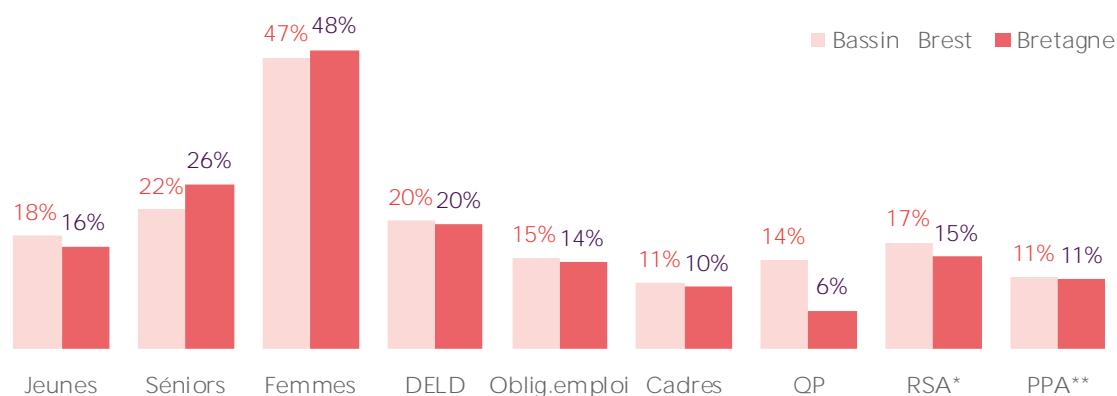


TABLEAU 5 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

←----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Obligation d'Emploi** ***	Cadres	Quartier prioritaire ****	RSA* (socle ou avec PA)	PA (hors RSA)**
Volume	2 261	2 781	5 847	2 556	1 819	1 318	1 901	2 129	1 432
Evol. annuelle	-1%	+1%	-1%	+10%	+4%	-17%	+1%	-7%	+13%
Evol. annuelle Bretagne	-7%	-1%	-3%	+7%	-5%	-15%	+2%	-5%	+7%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. **** Quartier Prioritaire : source INSEE

***** Obligation d'emploi : données estimées

TAB. 6 : DEFM CATÉG. A SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	719	7%
Ouvrier qualifié	821	7%
Employé non qualifié	2 521	23%
Employé qualifié	4 531	41%
Agent maîtrise / technic.	1 070	10%

TAB. 7 : DEFM CATÉG. A SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	1 175	10%
CAP ou BEP	3 690	30%
Bac ou Bac Pro	2 907	24%
Bac+2	1 615	13%
Bac+3 et plus	2 975	24%
Inférieur Bac : 39%		Bac et + : 61%

TABLEAU 8 : DEFM CATÉGORIE A SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% Femmes	% Jeunes	% Seniors	% DEFM > 1 an
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	341	42%	34%	13%	64%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	285	69%	8%	29%	58%
Secrétaire	251	90%	9%	34%	55%
Vendeur / Vendeuse En Prêt-À-Porter	218	84%	26%	11%	64%
Conducteur-Livreur / Conductrice-Livreuse	200	8%	12%	21%	67%
Horticulteur / Horticultrice	191	50%	9%	31%	51%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	180	88%	17%	18%	61%
Employé Familial / Employée Familiale	171	94%	6%	33%	68%
Hôte / Hôtesse De Caisse	161	88%	20%	16%	66%
Chargé / Chargée D'Accueil	161	76%	12%	34%	50%

(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DES CATÉGORIES ABC

GRAPHIQUE 4 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

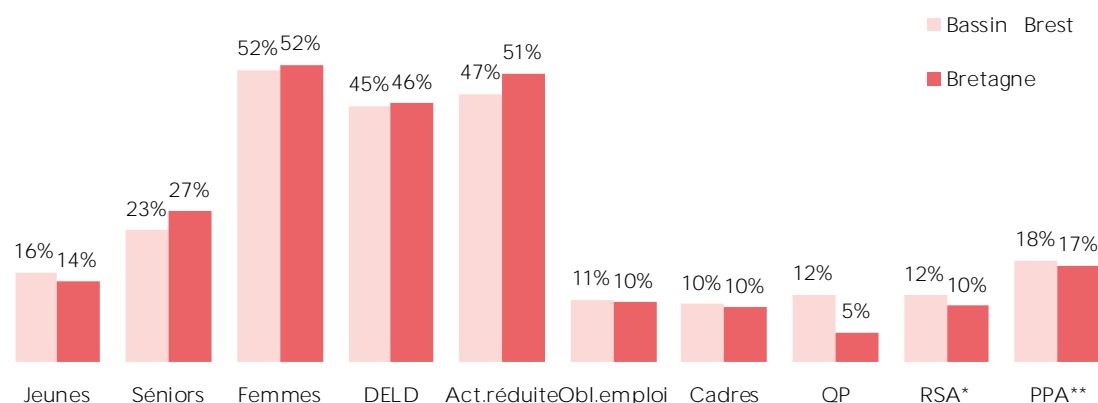


TABLEAU 9 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

<----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Activité réduite	Obligation d'Emploi** ***	Cadres	Quartier prioritaire* ***	RSA* (socle ou avec PPA)	PA (hors RSA)**
Volume	3 742	5 502	12 217	10 738	11 226	2 607	2 404	2 862	2 785	4 251
Evol. annuelle	+2%	+2%	+2%	+14%	+6%	+3%	-12%	+1%	-7%	+11%
Evol. annuelle Bretagne	-1%	+1%	+1%	+7%	0%	-3%	-9%	+2%	-1%	+12%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus. **** Quartier Prioritaire : source INSEE

***** Obligation d'emploi : données estimées

TAB. 10 : DEFM CATÉG. ABC SELON LA QUALIFICATION

TAB. 11 : DEFM CATÉG. ABC SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	1 287	6%
Ouvrier qualifié	1 604	7%
Employé non qualifié	4 465	21%
Employé qualifié	9 542	44%
Agent maîtrise / technic.	2 386	11%

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	2 067	9%
CAP ou BEP	6 542	28%
Bac ou Bac Pro	5 627	24%
Bac+2	3 327	14%
Bac+3 et plus	5 978	25%
Inférieur Bac : 37%		
Bac et + : 63%		

TABLEAU 12 : DEFM CATÉGORIES ABC SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% femmes	% jeunes	% séniors	% DELD	% en activité réduite
Assistant Maternel / Assistante Maternelle	624	99%	1%	60%	76%	87%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	524	45%	34%	14%	40%	35%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	490	73%	8%	31%	51%	42%
Horticulteur / Horticultrice	459	56%	6%	31%	60%	58%
Secrétaire	444	91%	7%	29%	54%	43%
Vendeur / Vendeuse En Prêt-À-Porter	388	85%	29%	12%	44%	44%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	387	89%	16%	18%	45%	53%
Maraîcher / Maraîchère	382	57%	3%	39%	62%	63%
Employé Familial / Employée Familiale	379	94%	6%	37%	49%	55%
Conducteur-Livreur / Conductrice-Livreuse	324	10%	10%	19%	40%	38%

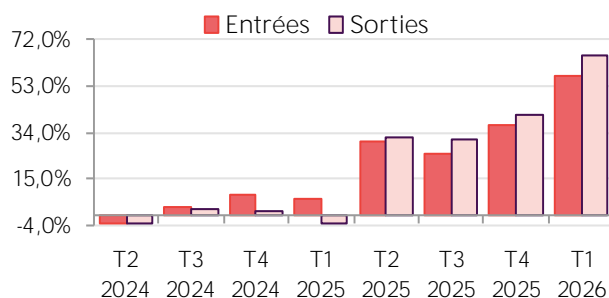
(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : FLUX D'ENTREES ET SORTIES

TABLEAU 13 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE DES ÉVOLUTIONS DES ENTRÉES ET SORTIES

Evolutions en données brutes	Entrées		Sorties	
	Evol. annuelle du 1er trimestre 2026 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)	Evol. annuelle du 1er trimestre 2026 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois
Brest	+58,5%	+38,4%	+65,7%	+44,1%
Finistère	+45,9%	+34,6%	+60,3%	+39,2%
Bretagne	+43,5%	+31,3%	+55,8%	+36,2%

GRAPHIQUE 5 : ÉVOLUTION SUR UN AN DU NOMBRE MOYEN D'ENTRÉES ET SORTIES



Guide de Lecture : Le nombre moyen mensuel d'entrées du 1er trimestre 2026 comparé au nombre du même trimestre 2025 est en hausse de +58,5%. Pour les sorties l'évolution est de +65,7%.

TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES MOTIFS D'ENTRÉE SUR LES LISTES DU CHÔMAGE

Entrées (données brutes)	Nombre moyen d'entrées (janv 2026 - mars 2026)	Evolution annuelle (a)	Poids	Cumul entrées sur 12 mois (avr 2025 - mars 2026)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.26
Fin de contrat	410	-10%	11%	5 751	-13%	14%	381
Fin de mission d'intérim	95	-4%	3%	1 168	-14%	3%	89
Démission	117	-6%	3%	1 473	-2%	4%	105
Rupture conventionnelle	145	+0%	4%	1 631	-2%	4%	126
Licenciement éco.	11	+18%	0%	129	+9%	0%	7
Autre licenciement	114	+1%	3%	1 246	-0%	3%	114
Première entrée	59	-30%	2%	1 389	-10%	3%	50
Retour d'inactivité	403	-11%	11%	5 488	-12%	13%	449
Réinscription rapide	271	-12%	7%	3 377	-20%	8%	300
Autres motifs ¹	1 927	+372%	51%	16 449	N.S.	40%	1 834
Motif indéterminé ²	213	+22%	6%	3 007	+32%	7%	221
Total	3 765	+59%	100%	41 108	+38%	100%	3 676

(1) Autres motifs : fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

(2) Motif indéterminé : autre motif d'inscription.

(a) : Evol. sur 1 an de la moyenne mensuelle des entrées entre janv 2026 et mars 2026 par rapport à la moy. mensuelle entre janv 2025 et mars 2025 (idem sorties).

(b) : Evol. sur 1 an du cumul des entrées sur 12 mois de avr 2025 à mars 2026 par rapport au cumul sur 12 mois de avr 2024 à mars 2025 (idem pour les sorties).

TABLEAU 15 : RÉPARTITION DES MOTIFS DE SORTIE DES LISTES DU CHÔMAGE

Sorties (données brutes)	Nombre moyen de sorties (janv 2026 - mars 2026)	Evolution annuelle (a)	Poids	Cumul sorties sur 12 mois (avr 2025 - mars 2026)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.26
Absence	2 527	+141%	66%	26 008	N.S.	64%	2 581
Reprise d'emploi	344	+5%	9%	3 944	+1%	10%	330
Formation	257	-26%	7%	3 528	-15%	9%	257
Suspension	4	-97%	0%	344	-84%	1%	2
Maladie	148	+5%	4%	1 690	-3%	4%	162
Chgmt géo	86	+22%	2%	1 004	+14%	2%	77
Arrêt recherche	68	+23%	2%	736	+5%	2%	53
Retraite	20	-26%	1%	239	-15%	1%	24
Autres cas	397	+122%	10%	3 189	+97%	8%	578
Total	3 852	+66%	100%	40 682	+44%	100%	4 064

LA DEMANDE D'EMPLOI : ENTRÉES EN FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POST-FORMATION

TABLEAU 16 : LES ENTRÉES EN FORMATION : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
Brest	4 937	+2%	22%	53%	14%	65%	10%	68%
Finistère	13 306	-1%	19%	52%	18%	63%	13%	71%
Bretagne	48 978	-4%	18%	52%	18%	62%	13%	72%

TABLEAU 17 : LES ENTRÉES EN FORMATION : LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL	1 378	+6%	26%	67%	16%	77%	1%	87%
TRANSPORT	764	+15%	22%	34%	9%	66%	11%	84%
LANGUES	351	+35%	15%	54%	15%	61%	1%	54%
MANUTENTION	248	+28%	19%	93%	20%	74%	11%	100%
SANTE	201	+4%	36%	83%	4%	54%	3%	24%
Autres Formations	1 995	-10%	20%	52%	14%	72%	18%	53%
Total des formations	4 937	+2%	22%	53%	14%	65%	10%	68%

(a) Demandeurs d'emploi entrés en formation entre mars 2025 et février 2026.

NS : donnée non significative.

TABLEAU 18 : VOLUME DES SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI DANS LES 6 MOIS SUIVANT LA FORMATION

Zones géographiques	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés	Taux d'accès à l'emploi ensemble des DE	Taux d'accès à l'emploi (c)					
					Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
Brest	862	-13%	67%	42%	75%	67%	-	65%	81%	68%
Finistère	2 443	-10%	69%	43%	75%	68%	61%	67%	76%	-

TABLEAU 19 : SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés (c)	Taux d'accès à l'emploi***					
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
SANTE	129	+17%	72%	-	75%	-	-	-	-
TRANSPORT	99	+3%	86%	-	-	-	-	-	-
SERVICES COMMERCES PROXIMITE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-
INGENIERIE FORMATION PEDAGOGIE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-
ACTION SOCIALE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Formations	634	+3%	48%	71%	62%	58%	60%	78%	67%
Total des formations	862	-13%	67%	75%	67%	-	65%	81%	68%

(b) Sorties de formations cumulées entre juin 2025 et août 2025.

* Comparaison des sorties de formations entre les périodes juin 2025 - août 2025 et juin 2024 - août 2024.

L'INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DONNÉES BRUTES)

Nombre d'indemnisés	10 273
Bassin d'emploi de Brest :	
Part dans le département :	31%
Part dans la région :	8%

TABLEAU 20 : ÉVOLUTION ANNUELLE DES INDEMNISÉS

juin 2025	Evolution sur 1 an
Brest	+1,8%
Finistère	+0,3%
Bretagne	-0,4%

ENCADRÉ 2 : PERSONNE INDEMNISÉE

Personne bénéficiant d'un droit à l'indemnisation (droit ouvert) en fin de mois, et percevant au moins un euro au titre du dernier jour du mois.

Certaines informations ayant des conséquences sur le versement d'une allocation chômage (décisions d'admission, activité réduite, maladie, formations...) peuvent ne pas être connues au moment où le demandeur d'emploi actualise sa situation, en raison des délais de production et de transmission des pièces justificatives. Le nombre d'indemnisés à la fin d'un mois donné n'est donc connu de manière exhaustive qu'avec un certain délai : pour cette raison l'effectif des indemnisés est considéré comme définitif lorsqu'il est établi avec 6 mois de recul.

GRAPHIQUE 6 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS

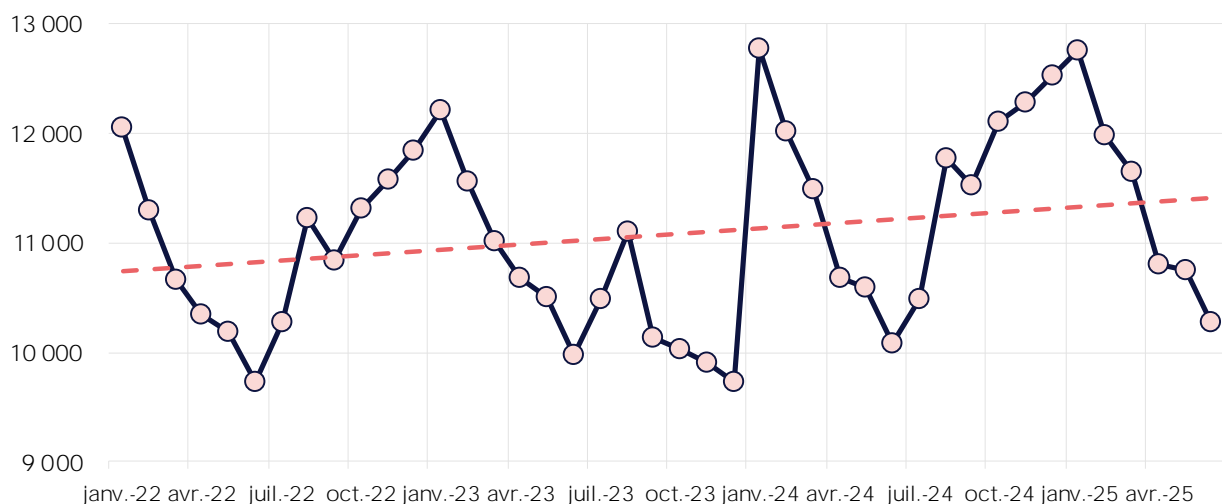
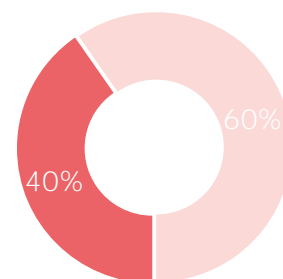


TABLEAU 21 : BÉNÉFICIAIRES EN FIN DE MOIS PAR RÉGIME D'ALLOCATIONS

Type d'allocations	juin 2025		
	BFM (bénéficiaires fin de mois)	Evolution annuelle	Part
Indemnisés Assurance Chômage (1)	8 892	+1,3%	80%
dont formation*	460	-18,7%	4%
dont CSP*	168	+11,3%	2%
Indemnisés Etat (2)	825	+9,4%	7%
dont formation	22	-18,5%	0%
Autres (3)	556	-0,2%	5%
dont formation	125	-17,2%	1%
Total indemnisés (1)+(2)+(3)	10 273	+1,8%	100%
Bassin d'emploi de Brest			
dont formation	607	-18,4%	5%

■ Indemnisés
■ Non indemnisés



% indemnisés =
(indemnisés Assurance Chômage + Etat + autres)
/ total DEFME ABCDE

(1) Essentiellement indemnisés en ARE (hors convention de gestion)
* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne "dont CSP", mais pas dans la ligne "dont formation".
(2) Essentiellement indemnisés en ASS. Hors ATA1 (Allocation Temporaire d'Attente).
(3) ARE et AREF convention de gestion, RFPE (Rémunération Formation France Travail).

LES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES

ENCADRÉ 3 : MÉTHODOLOGIE : NOUVEAUTÉ

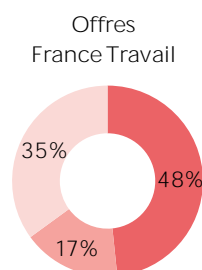
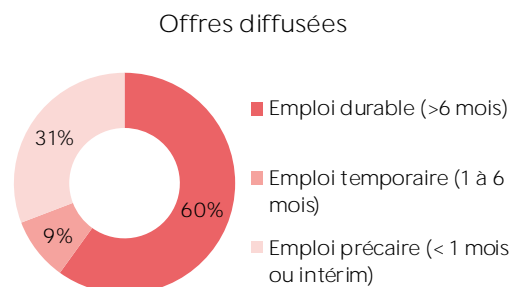
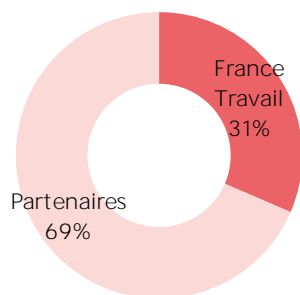
Les statistiques des **offres d'emploi diffusées** présentées dans cette publication (cette page et page 18) portent sur les offres déposées directement à France Travail* ainsi que sur les offres transmises par des sites partenaires**. Ainsi le nombre d'offres publiées ici correspond à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site <https://www.francetravail.fr/>

TABLEAU 22 : VOLUMÉTRIE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

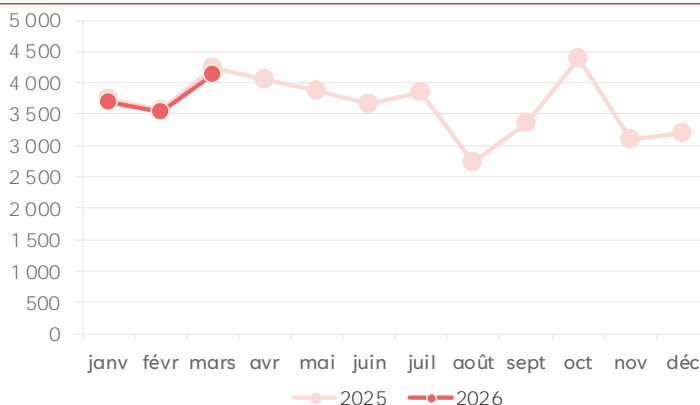
Données brutes	Résultats du mois		Depuis le 1er janvier		Sur les 12 derniers mois	
	mars-25	mars-26	2025	2026	Cumul 12m 2025	Cumul 12m 2026
Total des offres diffusées	4 224	4 135	11 524	11 357	47 261	43 562
dont offres France Travail	1 312	1 366	3 788	3 575	14 921	13 339
dont offres transmises des partenaires	2 912	2 769	7 736	7 782	32 340	30 223
Emploi durable (>6 mois)	2 815	2 483	7 655	6 806	30 555	27 975
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	393	412	1 016	1 051	4 096	3 537
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	1 016	1 240	2 853	3 500	12 610	12 050

	Ecart sur un an		Ecart sur cumul annuel		Ecart sur cumul 12 mois	
Total des offres diffusées	-89	-2,1%	-167	-1,4%	-3 699	-7,8%
dont offres France Travail	+54	4,1%	-213	-5,6%	-1 582	-10,6%
dont offres transmises des partenaires	-143	-4,9%	+46	0,6%	-2 117	-6,5%
Emploi durable (>6 mois)	-332	-11,8%	-849	-11,1%	-2 580	-8,4%
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	+19	+4,8%	+35	+3,4%	-559	-13,6%
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	+224	+22,0%	+647	+22,7%	-560	-4,4%

GRAPHIQUES 7A-B-C : OFFRES DIFFUSÉES SELON L'OPÉRATEUR ET PAR TYPE DE CONTRAT (cumul depuis le 1er janvier)



GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES OFFRES DIFFUSÉES : (données brutes)



*offres déposées à France Travail par les employeurs, soit sur le site internet de France Travail (espace employeur), soit en passant par un conseiller entreprise ou encore au moyen du 3995, numéro de téléphone dédié aux entreprises.

**offres transmises par environ 150 sites partenaires de France Travail. Dans le cadre de la transparence du marché du travail, France Travail retransmet ainsi des offres d'autres acteurs, afin d'assurer aux demandeurs d'emploi l'accès le plus large possible aux offres disponibles sur le marché du travail. Ces offres subissent un contrôle strict de qualité, de légalité et de fraîcheur avant d'apparaître sur le site de France Travail.

TABLEAU 23 : OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES SELON LE SECTEUR ÉCONOMIQUE

Secteur	Résultats du mois			Depuis le 1er janvier		
	mars-25	mars-26	Variations	2025	2026	Variations
Agriculture	129	128	-1%	337	330	-2%
BTP	653	690	+6%	1 861	1 891	+2%
Industrie	469	458	-2%	1 270	1 344	+6%
Tertiaire	2 973	2 859	-4%	8 056	7 792	-3%
Total	4 224	4 135	-2,1%	11 524	11 357	-1,4%

LES MÉTIERS EN TENSION

La notion de "tension" consiste à rapprocher, pour chaque métier, l'offre et la demande d'emploi. Cette liste annuelle est issue d'une collaboration entre la DARES et France Travail. Voici présentés ici les 15 premiers métiers avec le plus d'offres.

TABLEAU 24 : LES MÉTIERS EN TENSION

Principaux métiers (présentés par nombre décroissant d'offres)	Année 2024 Offres	Origines potentielles de la tension							
		Intensité d'embauche	Manque de main d'œuvre	Durabilité de l'emploi	Conditions de travail	Inadéquation géographique	Spécificité de emploi formation	Inattractivité salariale	
COMPTABILITÉ	1 780	●	●	●	●	●	●	●	
MAÇONNERIE	1 417	●	●	●	●	●	●	●	
INSTALLATION ET MAINTENANCE D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS ET POSE DE FERMETURES MENUISÉES	1 293	●	●	●	●	●	●	●	
NETTOYAGE DE LOCAUX	1 066	●	●	●	●	●	●	●	
MÉCANIQUE AUTOMOBILE ET ENTRETIEN DE VÉHICULES	1 023	●	●	●	●	●	●	●	
VENTE EN ALIMENTATION	860	●	●	●	●	●	●	●	
INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS SANITAIRES ET THERMIQUES	817	●	●	●	●	●	●	●	
CONSTRUCTION DE ROUTES ET VOIES	768	●	●	●	●	●	●	●	
SOUDAGE MANUEL	670	●	●	●	●	●	●	●	
INGÉNIERIE ET ÉTUDES DU BTP	648	●	●	●	●	●	●	●	
CONSTRUCTION EN BÉTON	624	●	●	●	●	●	●	●	
ASSISTANCE AUPRÈS D'ENFANTS	611	●	●	●	●	●	●	●	
MONTAGE DE STRUCTURES MÉTALLIQUES	590	●	●	●	●	●	●	●	
CÂBLAGE ÉLECTRIQUE ET ÉLECTROMÉCANIQUE	550	●	●	●	●	●	●	●	

La mention "Nouveau" peut apparaître en bout de ligne pour signaler la présence d'un métier qui n'était pas détecté comme en tension l'année précédente.

ENCADRÉ 4 : MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse. ces indicateurs sont résumés sur une échelle de gradation des tensions en 3 niveaux : vert : faible, orange : moyen et rouge : élevé.

Plus d'information sur les origines des tensions dans les annexes (p.21)

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES EMBAUCHES

TABLEAU 25 : DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) CUMULÉES SUR 12 MOIS

(période de avr-2025 à mars-2026) :

Volume de DPAE :	Hors intérim		Total (y compris intérim)	
	Volume	évol. annu	Volume	évol. annu
Brest	135 225	-4,3%	208 330	-4,8%
Finistère	377 113	+0,7%	651 314	-0,3%
Bretagne	1 397 885	+1,2%	2 773 373	-0,0%

GRAPHIQUE 9 : DÉCLARATIONS DPAE DURABLES (CDI+CCD>6mois) PAR MOIS

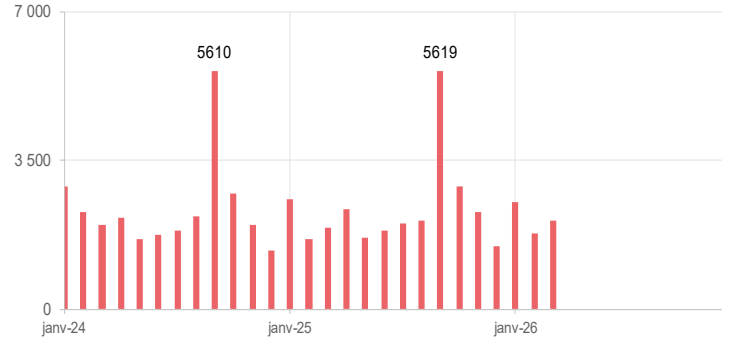


TABLEAU 26 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES PAR TYPE DE CONTRAT (période de avr-2025 à mars-2026) :

Avertissement : De récentes analyses par l'ACOSS-URSSAF montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes.

Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans ce Baromètre.

Ainsi, dans l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la **publication des déclarations d'embauche par type de contrat est suspendue.**

TABLEAU 27 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs économiques	DPAE (hors intérim) - Bassin Brest					Part du secteur	% des embauchés inscrits à France Travail
	CDI	CDD +6 mois	CDD 1 à 6 mois	CDD < 1 mois	Total		
Les 10 principaux secteurs :							
Santé humaine et action sociale						36%	67%
Arts, spectacles et activités récréatives						15%	88%
Activités de services administratifs et de soutien						12%	63%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocyc						9%	50%
Hébergement et restauration						9%	49%
Agriculture, sylviculture et pêche						4%	48%
Enseignement						3%	50%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques						2%	55%
Construction						2%	55%
Information et communication						1%	84%
Autres secteurs						7%	55%
Total (hors intérim)							64%

Publication des déclarations d'embauche par type de contrat suspendue (cf. avertissement ci-dessus).

ENCADRÉ 5 LES DPAE (DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE)

La DPAE est une déclaration obligatoire préalable à toute reprise d'emploi, effectuée au maximum 8 jours avant la date prévisible d'embauche. L'ensemble des DPAE sont réceptionnées par France Travail quotidiennement (ACOSS) ou mensuellement (CCMSA). 70% sont exploitées, correspondant aux NIR certifiés des DE connus dans les 36 derniers mois. En moyenne plus de 90% des DPAE aboutissent à une embauche effective.

MÉTHODOLOGIE

Pour recenser le nombre de DPAE, la clé d'entrée retenue est le lieu de domiciliation de l'entreprise ayant fait une déclaration préalable à l'embauche. (En effet le but de cette page est avant tout d'avoir une meilleure vision du marché de l'emploi au travers des entreprises bretonnes). Les DPAE étant fortement saisonnières, les données sont cumulées sur 12 mois glissants afin de mieux visualiser la tendance globale.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'ACCÈS À L'EMPLOI

TABLEAU 28 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI

ENCADRÉ 6 - DÉFINITIONS

Accès à l'emploi pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois entre juin 2025 et août 2025 (cumul sur 3 mois)

Taux d'accès à l'emploi dans les 6 mois

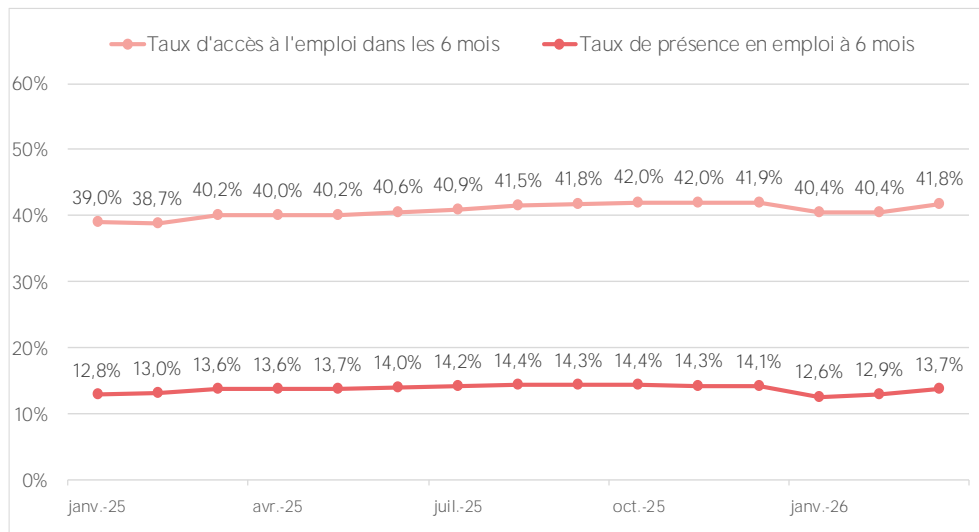
Taux de présence en emploi à 6 mois

mars 2026	41,8%	13,7%
année précédente (cumul équivalent)	40,2%	13,6%
évolution annuelle	+1,7pt	+0,0pt

Le taux de **d'accès à l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

Le taux de présence en **l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B qui, 6 mois plus tard, sont employés dans un contrat dit durable (CDI ou CDD > 6 mois).

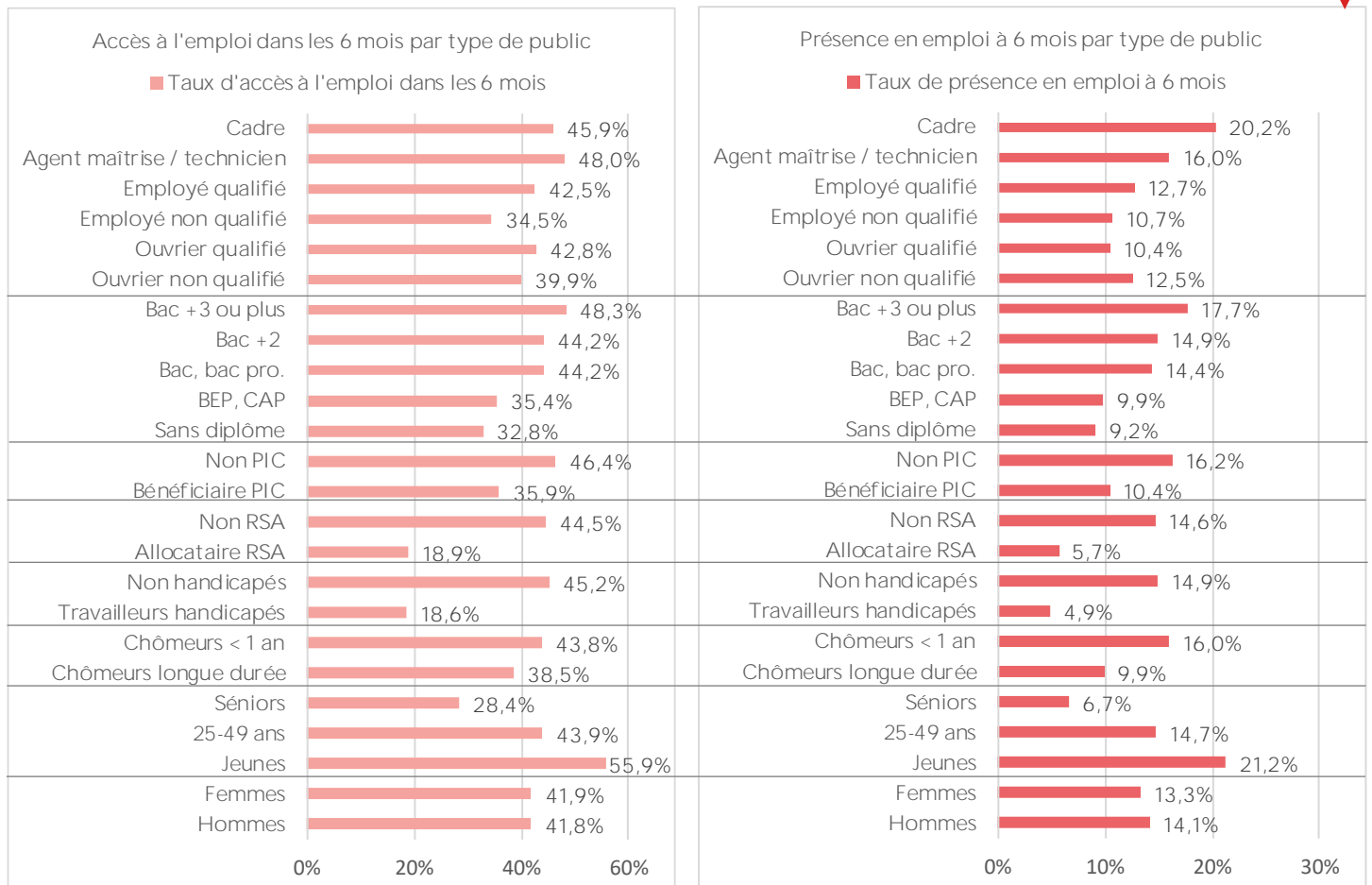
GRAPH. 10 : ÉVOLUTION DES TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI (cumul depuis le début d'année)



Légende des graphiques ci-dessous :

- PIC : bénéficiaire du Plan d'Investissement dans les Compétences.
- RSA : allocataire du Revenu de Solidarité Active.
- Travailleur handicapé : bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi.

GRAPHIQUES 11 ET 12 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI PAR TYPE DE PUBLIC



LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (VOLUMES)

TABLEAU 29 : RÉPARTITION DES SALARIÉS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ
79% des salariés sont regroupés dans 10 secteurs économiques (avec l'intérim 80%) :

Libellé des 10 principaux secteurs économiques	Salariés fin 2024			Etabs. fin 2024			Indice de spécialisation
	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	15 061	3%	17%	1 500	0%	19%	1,0
Santé humaine et action sociale	10 139	0%	11%	497	0%	6%	1,2
Construction	7 776	0%	9%	792	0%	10%	1,0
Activités de services administratifs et de soutien	7 015	18%	8%	471	29%	6%	1,3
Activités financières et d'assurance	6 219	0%	7%	440	0%	6%	1,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 029	0%	7%	677	0%	9%	1,1
Hébergement et restauration	5 339	0%	6%	753	0%	10%	1,1
Autres industries manufacturières	4 953	0%	6%	173	1%	2%	0,9
Transports et entreposage	4 295	0%	5%	181	0%	2%	0,8
Equipements électriques, électroniques, informatiques	4 055	0%	5%	34	0%	0%	2,2
Intérimaires**	1 287	1%	1%	98	1%	1%	0,5
Autres secteurs	17 727	11%	20%	2 095	20%	27%	0,8
Total	89 895	4%	100%	7 711	7%	100%	1,0

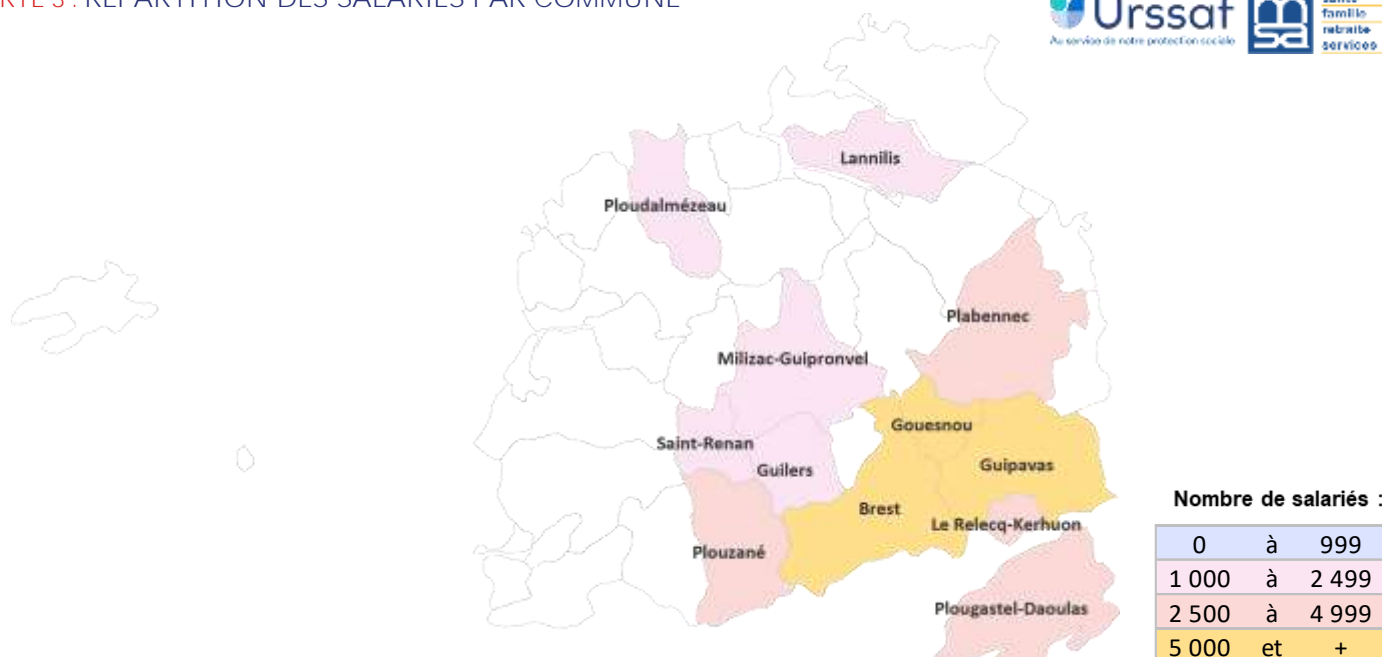
Activités de services administratifs et de soutien (hors intérim)

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

Lecture : 17% des salariés se concentrent dans le secteur Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles. L'indice de spécialisation de ce secteur est de 1,0.

Sources :

CARTE 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR COMMUNE



© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

ENCADRÉ 7

CHAMP D'ÉTUDE

Les données du marché de l'emploi en fournissant les nombres de salariés et établissements relevant de leur propre régime.

Sont exclus des emplois concurrentiels : les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

INDICE DE SPÉCIALISATION

Il permet, dans chaque territoire, de repérer les secteurs d'activité sur- ou sous-représentés par rapport à la région.

Un indice de spécialisation > 1 signifie que le territoire est spécialisé dans l'activité : plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (ÉVOLUTIONS)

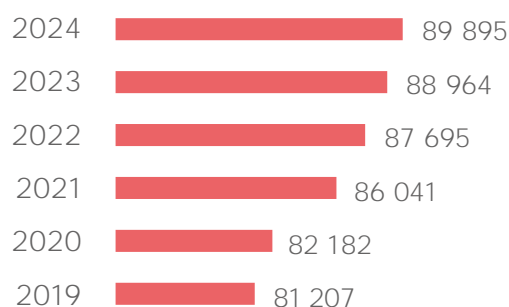
TABLEAU 30 : ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Evolution annuelle 2024 / 2023 (données brutes)	Brest		Finistère		Bretagne	
	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	-0,1%	+7,7%	+0,8%	+14,9%	+0,5%	+8,9%
Santé humaine et action sociale	-1,2%	+4,9%	-0,7%	+5,4%	+0,9%	+9,5%
Construction	+2,5%	+8,2%	+0,8%	+10,1%	-1,0%	+9,1%
Activités de services administratifs et de soutien	+3,7%	+6,8%	+3,3%	+20,9%	+2,3%	+15,3%
Activités financières et d'assurance	+0,5%	+20,5%	+1,0%	+11,3%	+1,4%	+10,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	+0,3%	+16,1%	+0,9%	+16,2%	+0,4%	+18,8%
Hébergement et restauration	+2,4%	+7,7%	+2,0%	+9,1%	+3,0%	+14,5%
Autres industries manufacturières	+2,1%	+14,1%	+0,4%	+8,3%	-1,2%	+3,2%
Transports et entreposage	-0,6%	+4,6%	-1,3%	-2,5%	-0,1%	+2,1%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	+2,0%	+11,2%	+1,4%	+10,2%	+1,0%	+8,2%
Intérimaires**	-4,5%	-5,4%	+5,4%	+7,3%	+1,3%	+3,7%
Autres secteurs	+2,1%	+17,9%	+3,9%	+10,2%	+1,6%	+10,6%
Total	+1,0%	+10,7%	+1,5%	+10,4%	+0,9%	+9,7%

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

GRAPHIQUE 13 : LES VOLUMES ANNUELS DE L'EMPLOI SALARIÉ

Sources :



CARTE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR COMMUNES (2024 / 2023)



© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'INTÉRIM (données départementales CVS*)

TABLEAU 31 : ESTIMATION DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES EN FIN DE MOIS, ET ÉVOLUTIONS

Intérimaires en ETP**	8 897	4ème trimestre 2025	Evol. sur un trimestre	Evol. sur 1 an
Poids dans la région :	22%	Finistère	-0,9%	-5,1%
		Bretagne	-1%	-3%

ENCADRÉ 8

* DONNÉES CVS : Données corrigées des variations saisonnières.

** ETP : Equivalent temps plein. Les intérimaires sont recensés en fonction des établissements utilisateurs du territoire (et non pas des établissements de travail temporaire du territoire).

GRAPHIQUE 14 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉS INTÉRIMAIRES

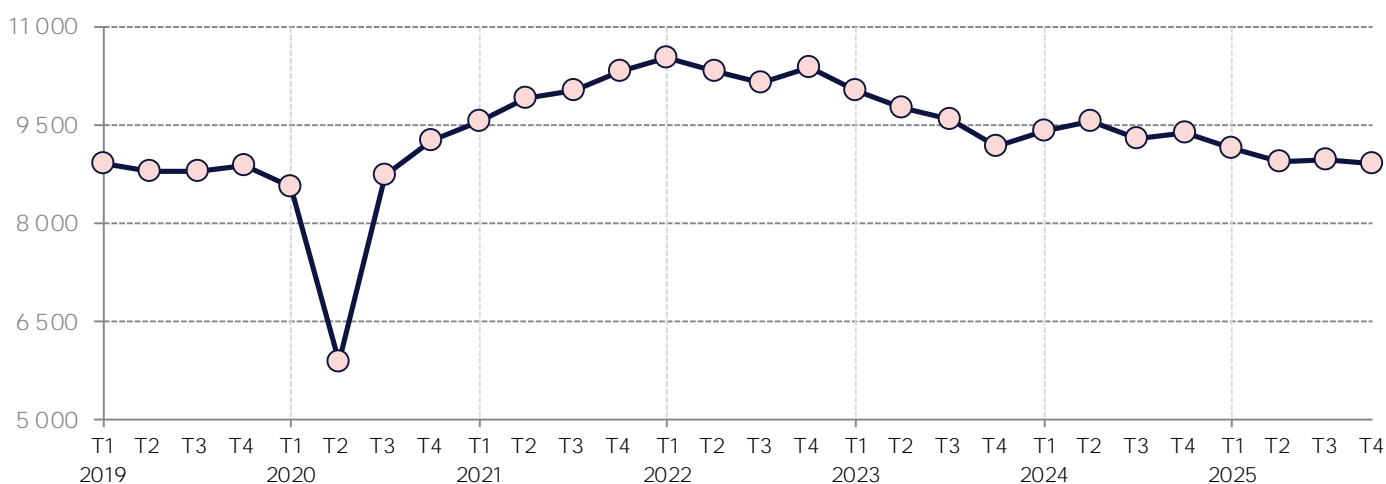


TABLEAU 32 : PRINCIPAUX SECTEURS AYANT RECOURS À DES INTÉRIMAIRES (NOMENCLATURE NAF 17 POSTES)

Secteur d'activité	Volume	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an	Part
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	2 363	-1%	-5%	27%
Construction	1 712	+0%	+3%	19%
Fabrication d'autres produits industriels	1 117	-0%	-9%	13%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	843	-9%	-9%	9%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	777	-2%	-9%	9%
Transports et entreposage	667	+3%	-13%	8%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	445	-1%	+0%	5%
Autres activités de services	281	+6%	-4%	3%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	262	+4%	-10%	3%
Fabrication de matériels de transport	192	+9%	-2%	2%
Cokéfaction et raffinage, Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	170	-4%	-6%	2%
Agriculture	63	-9%	+11%	1%
Total (tous secteurs)	8 897	-1%	-5%	

ANNEXE 1

DÉTAIL DES OFFRES DIFFUSÉES PAR MÉTIERS

TABLEAU 33 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi diffusées par métiers en mars 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / mars 25	Poids offres France Travail
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	88	2,1%	81%	+52	21,6%
Comptable	85	2,1%	75%	-59	17,6%
Assistant / Assistante De Vie Aux Familles	79	1,9%	94%	+36	74,7%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	74	1,8%	26%	+26	32,4%
Serveur / Serveuse En Restauration	61	1,5%	61%	+15	72,1%
Employé Familial / Employée Familiale	60	1,5%	83%	-26	63,3%
Maçon / Maçonne	54	1,3%	15%	+10	31,5%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	53	1,3%	43%	-4	52,8%
Coffreur / Coffreuse	50	1,2%	20%	+19	32,0%
Cuisinier / Cuisinière	46	1,1%	78%	-19	65,2%
Sous-total 10 premiers métiers	650	15,7%	-	+50	44,6%
Autres métiers	3 485	84,3%	-	-139	30,9%
Total offres	4 135	100%	60%	-89	33,0%

Offres d'emploi diffusées par métiers depuis le 1er janvier 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2026 // 2025	Poids offres France Travail
Comptable	243	2,1%	79%	-161	13,6%
Assistant / Assistante De Vie Aux Familles	219	1,9%	89%	+133	65,3%
Employé Familial / Employée Familiale	191	1,7%	82%	-52	62,8%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	178	1,6%	27%	+72	30,3%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	164	1,4%	60%	-8	34,1%
Coffreur / Coffreuse	152	1,3%	13%	+76	27,6%
Serveur / Serveuse En Restauration	147	1,3%	63%	+37	55,1%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	144	1,3%	76%	+22	32,6%
Maçon / Maçonne	137	1,2%	18%	+19	27,7%
Cuisinier / Cuisinière	124	1,1%	79%	-22	43,5%
Sous-total 10 premiers métiers	1 699	15,0%	-	+116	39,3%
Autres métiers	9 658	85,0%	-	-283	30,1%
Total offres	11 357	100%	60%	-167	31,5%

Offres d'emploi diffusées par métiers sur les 12 derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois	Poids offres France Travail
Comptable	1 248	2,9%	86%	-549	10,3%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	737	1,7%	57%	+461	32,0%
Employé Familial / Employée Familiale	711	1,6%	81%	-418	63,0%
Assistant / Assistante De Vie Aux Familles	689	1,6%	92%	+531	66,9%
Employé / Employée De Rayon Libre-Service	494	1,1%	73%	-94	36,8%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	483	1,1%	34%	+0	37,7%
Cuisinier / Cuisinière	470	1,1%	73%	+251	39,4%
Serveur / Serveuse En Restauration	461	1,1%	57%	-23	59,2%
Maçon / Maçonne	460	1,1%	23%	-74	33,5%
Expert-Comptable / Experte-Comptable	453	1,0%	99%	+453	0,9%
Sous-total 10 premiers métiers	6 206	14,2%	-	+538	36,3%
Autres métiers	37 356	85,8%	-	-4 237	29,7%
Total offres	43 562	100%	64%	-3 699	30,6%

ANNEXE 1 BIS

DÉTAIL DES OFFRES FRANCE TRAVAIL

UNIQUEMENT, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

TABLEAU 34 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES PAR FRANCE TRAVAIL ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi enregistrées par secteurs en mars 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / mars 25
Activités Liées À L'Emploi	517	37,8%	19%	-25
Action Sociale Sans Hébergement	163	11,9%	75%	+28
Restauration	112	8,2%	70%	+23
Services Relatifs Aux Bâtiments Et Aménagement Paysager	74	5,4%	62%	+6
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	39	2,9%	77%	+15
Sous-total 5 premiers secteurs	905	66,3%	-	+47
Autres secteurs	461	33,7%	-	+7
Total offres	1 366	100,0%	47%	+54
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart / mars 25
Construction BTP	168		8,9%	-12
Industrie	101		24,8%	-14
Transport et logistique	64		10,9%	+10

Offres d'emploi enregistrées par secteurs depuis le 1er janvier 2026	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2026 // 2025
Activités Liées À L'Emploi	1 403	39,2%	21%	-164
Action Sociale Sans Hébergement	426	11,9%	72%	+44
Restauration	214	6,0%	71%	-62
Services Relatifs Aux Bâtiments Et Aménagement Paysager	166	4,6%	67%	-16
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	98	2,7%	80%	+9
Sous-total 5 premiers secteurs	2 307	65%	-	-189
Autres secteurs	1 268	35%	-	-24
Total offres	3 575	100%	48%	-213
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart 2026 // 2025
Construction BTP	413		9%	-104
Industrie	326		23%	-57
Transport et logistique	149		12%	+28

Offres d'emploi enregistrées par secteurs sur 12 les derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Activités Liées À L'Emploi	5 753	43,1%	23%	-254
Action Sociale Sans Hébergement	1 538	11,5%	77%	-108
Restauration	670	5,0%	70%	-411
Services Relatifs Aux Bâtiments Et Aménagement Paysager	549	4,1%	66%	-221
Hébergement Médico-Social Et Social	394	3,0%	43%	-114
Sous-total 5 premiers secteurs	8 904	66,8%	-	-1 108
Autres secteurs	4 435	33,2%	-	-474
Total offres	13 339	100,0%	49%	-1 582
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Construction BTP	1 741		15%	-398
Industrie	1 550		25%	+105
Installation et maintenance	599		36%	-160

ANNEXE 2

L'EMPLOI SALARIÉ SUR LES 6 SECTEURS DOMINANTS

GRAPHIQUE 15 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE
AVEC POUR BASE 100 L'ANNÉE 2018

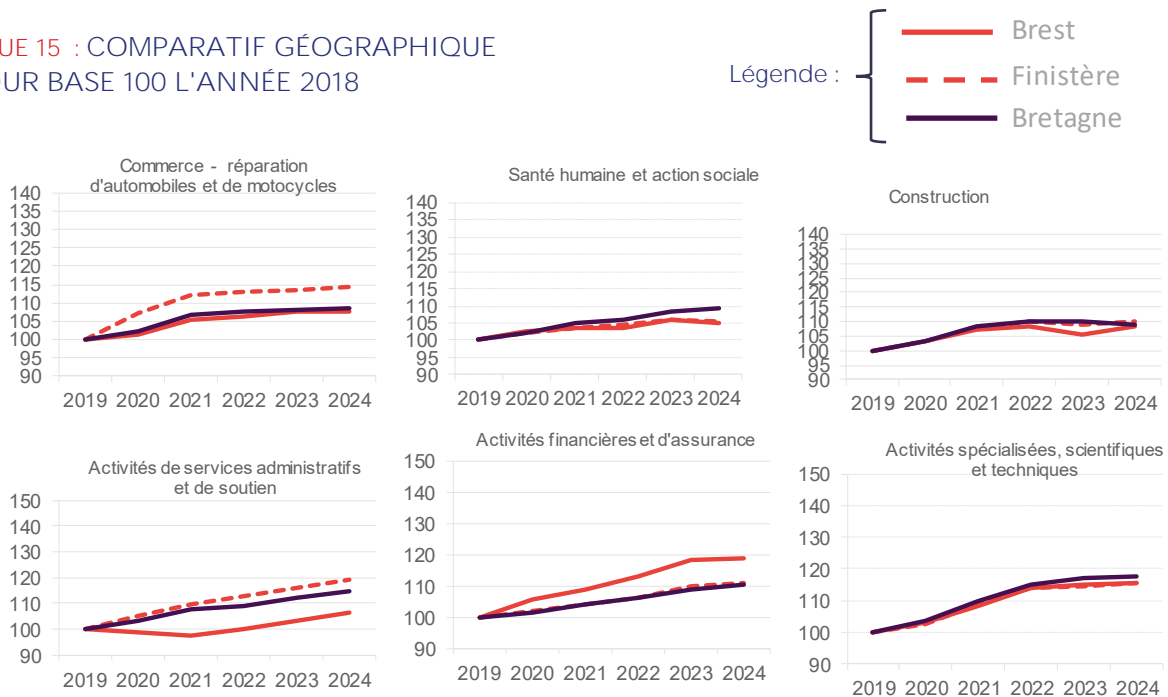


TABLEAU 35 : TOP 10 DES SECTEURS EN TERMES DE CRÉATIONS ET DE DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Créations d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Gains annuels
Autre mise à disposition de ressources humaines	217
Travaux de construction spécialisés	161
Culture et production animale, chasse et services annexes	127
Restauration	113
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	95
Industries alimentaires	88
Fabrication d'autres matériels de transport	60
Activités des sièges sociaux - conseil de gestion	60
Action sociale sans hébergement	48
Industrie chimique	46
Autres secteurs (hors intérim)	641
Total (dont intérim)	1 656

Destructions d'emploi en 2024 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Pertes annuelles
Activités pour la santé humaine	-124
Enquêtes et sécurité	-85
Publicité et études de marché	-73
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	-54
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	-54
Hébergement médico-social et social	-51
Transports terrestres et transport par conduites	-47
Activités immobilières	-40
Activités créatives, artistiques et de spectacle	-21
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-21
Autres secteurs (hors intérim)	-95
Total (dont intérim)	-725

ANNEXE 3

LA TENSION

Afin d'indiquer la difficulté de recrutement pour les entreprises, la Dares et France Travail proposent un indicateur de mesure des tensions sur le marché du travail. Il s'agit d'estimer, pour un métier donné et sur une zone géographique donnée, la difficulté ou non à recruter.

Remarque pour l'analyse :

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la DARES ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse :

- **L'intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les difficultés de recrutement. Cette dimension est abordée en rapportant le nombre d'offres d'emploi et de projets de recrutement à l'emploi moyen.

- Des conditions de travail contraignantes : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles. Un indicateur synthétique sur les conditions de travail est calculé à partir de la part de salariés subissant des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythme, du travail répétitif, des périodes de travail durant les jours non ouvrables ou en dehors des plages de travail habituelles et un morcellement des journées de travail.

- La non-**durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir. Toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée est potentiellement moins attractif qu'un contrat à durée indéterminée. La non-durabilité des postes proposés est mesurée par l'inverse de la moyenne pondérée de la part des offres durables (contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois), de la part des offres à temps complet et de la part de projets de recrutement non saisonniers. Cet indicateur peut cependant avoir un effet ambigu sur la difficulté de recrutement car les employeurs recrutant en emplois durables peuvent se montrer plus exigeants dans leur processus de recrutement, et rencontrer de ce fait plus de difficultés.

- Le manque de main-**d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Pour un métier donné, cet indicateur est construit en prenant l'opposé du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A rapporté à l'emploi moyen.

- Le lien entre la spécialité de formation et le métier : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Pour approcher cette inadéquation, l'indicateur permet d'apprécier si le métier en question est difficile d'accès pour des personnes ne possédant pas la formation requise, à partir de la spécificité et de la concentration des spécialités de formation par métier.

- **L'inadéquation géographique** : la main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées. L'indicateur mesurant l'inadéquation géographique est défini comme l'écart, en valeur absolue, de distribution géographique entre l'offre et la demande, selon l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan.

- **L'attractivité salariale** : Le salaire constitue une composante importante de l'attractivité d'un métier. Afin de déterminer si le salaire offert dans un métier est plus attractif par rapport aux autres, un indicateur composite est élaboré. Il est basé sur deux dimensions : une dimension dite objective – pourrait-on être mieux rémunéré en exerçant un autre métier étant donné son niveau de diplôme et son expérience professionnelle ? – et une dimension dite subjective qui s'appuie directement sur le ressenti des individus concernant leur niveau de rémunération

Sources statistiques et méthodes de calcul : L'approche développée par France Travail et la Dares vise à explorer toutes les dimensions des tensions sur le marché du travail.

Ces indicateurs sont construits dans la publication commune entre la Dares et France Travail est généralement publié pour la nomenclature des familles professionnelles (FAP 2009). France Travail a adapté cet indicateur afin qu'il soit disponible pour l'ensemble des métiers du ROME.

Accéder aux sources et méthodologies détaillées :
dares.travail-emploi.gouv.fr

ANNEXE 4

GLOSSAIRE

Le Chômage :

Taux de chômage	Donnée INSEE publiée trimestriellement, disponible par zones d'emploi (découpage géographique défini par l'INSEE). Le périmètre de ces zones d'emploi est différent de celui des zones d'emploi définies par le SPEL (Service Public de l'Emploi Local) ainsi que de celui des bassins d'emploi définis par France Travail. Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.
-----------------	---

Le Marché du Travail :

DEFM	Demands d'emploi en fin de mois :
catégorie A	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , sans emploi.
catégorie B	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois).
catégorie C	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).
catégorie D	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
catégorie E	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).
catégorie F	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi : personnes orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale.
catégorie G	- bénéficiaires du RSA en instance d'orientation , c'est-à-dire en attente de savoir quel organisme sera en charge de leur accompagnement.
DELD	Demands d'emploi de longue durée. Il s'agit des demands d'emploi au chômage depuis plus d'un an.
BOE	Bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Il s'agit pour l'essentiel des travailleurs handicapés.
RSA + PA	Revenu de Solidarité Active + Prime d'Activité.
QP(V)	Quartier Prioritaire de la Ville.
Flux de demands d'emploi	Entrées / sorties des listes du chômage de France Travail :
DEE	Demands d'emploi entrant sur les listes.
DES	Demands d'emploi sortis des listes.
Taux d'écoulement	Par métier, exprime la potentialité à sortir du chômage sur un an. Vaut DES sur 12 mois / (DEE sur 12 mois + DEFM ABC de l'année précédente).
Offres d'emploi	Offres d'emploi diffusées / collectées par les agences France Travail :
Offres d'emploi diffusées	Les Offres d'emploi diffusées comprennent les Offres d'emploi enregistrées (OEE) c'est-à-dire collectées par France Travail + les Offres d'emploi des partenaires de France Travail.
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois. Chaque code ROME correspond à un métier spécifique.
Taux de tension	Pour les tensions, merci de vous référer à la note méthodologique réalisé par le DARES et France Travail : https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-tensions-sur-le-marche-du-travail-en-2023

Indemnisation :

BFM	Bénéficiaires en fin de mois. Demands d'emploi bénéficiant d'une allocation de l'assurance chômage ou du régime de solidarité.
Part des indemnisés	La part des indemnisés est le rapport entre les indemnisés (= indemnisés assurance chômage + indemnisés solidarité Etat, hors allocataires formation ou préretraite) et l'ensemble des demands d'emploi potentiellement indemnisables (= DEFM ABCDE).

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

ANNEXE 4

GLOSSAIRE (SUITE ET FIN)

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

Marché de l'emploi :

NAF	Nomenclature d'activités française. Chaque code NAF correspond à un secteur d'activités spécifique. Plusieurs regroupements de secteurs existent, dans ce document sont utilisées les NAF en 88 postes (pour l'emploi salarié) et en 17 postes (pour l'intérim).
Emploi salarié	Emploi concurrentiel, source Urssaf / Acof. Sont exclus du marché de l'emploi concurrentiel les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. L'agriculture et une partie de l'industries agroalimentaires sont affiliées à la MSA.
Indice de spécialisation	Distinction de la surreprésentation ou de la sous-représentation d'un secteur d'activité sur une zone géographique donnée. Si cet indice est supérieur à 1, le territoire est spécialisé dans l'activité associée. Plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé dans cette activité.
Intérim	Sur la page "emploi salarié" : intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire. Sur la page "intérim" : Estimation du nombre d'intérimaires en fin de mois ayant effectué leur missions chez les employeurs utilisateurs de main-d'œuvre du territoire. Obtenu à partir des déclarations mensuelles d'intérim des employeurs.

Zonages géographiques :

Bassin d'emploi	Zone définie par France Travail. Espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. Correspond à l'aire fonctionnelle des agences France Travail : en fonction de son lieu de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence France Travail qui couvre son bassin d'emploi. La Bretagne en compte 26.
ALE	Agence locale pour l'emploi. Zone définie par France Travail. Dans la plupart des bassins d'emploi, le bassin d'emploi correspond à une ALE. Les bassins les plus urbanisés comptent plusieurs ALE : il s'agit des bassins de Brest, Quimper, St-Brieuc, Lorient, Vannes et Rennes. La Bretagne compte 39 ALE.
Zone d'emploi	Zone définie par l'INSEE (2010). Espace géographique où la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La Bretagne compte 18 zones d'emploi.
Zone SPEL	Service public de l'emploi local. Défini par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle). Implique les acteurs publics chargés de l'application de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. La Bretagne compte 18 zones SPEL.
MDE	Maison de l'emploi. Mises en place dans le cadre du Plan de cohésion sociale (2004) sous la responsabilité des collectivités territoriales. Elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire breton. La Bretagne en compte 14.



En savoir plus

- LES PUBLICATIONS STATISTIQUES RÉGIONALES :

francetravail.org/regions/bretagne

→ rubrique "Statistiques et analyses" :

- Les évolutions trimestrielles de la demande d'emploi en Bretagne
- Des analyses localisées et détaillées du marché du travail dans les territoires bretons
- Des focus sur le marché du travail dans les principaux secteurs d'activité de la région
- L'enquête BMO sur les Besoins en Main-d'œuvre des entreprises bretonnes

- LES DONNÉES STATISTIQUES FRANCE TRAVAIL EN LIBRE ACCÈS :

→ nationales :

francetravail.org/opendata/

→ localisées :

dataemploi.francetravail.fr/

Directeur de la publication
Angélique GOODALL

Directeurs de la rédaction
Anthony JEULAND, Nicolas MAXIME

Réalisation
Service Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail - Bretagne
36 rue de Léon
35000 Rennes

 francetravail.org

